



Original : français

N° : ICC-01/05-01/08

Date : 4 octobre 2011

LA CHAMBRE D'APPEL

Composée comme suit : M. Erkki Kourula , juge président
M. Sang-Hyum Song , juge
Mme Akua Kuenyehia, juge
Mme Anita Ušacka, juge
M. Daniel David Ntanda Nsereko, juge

SITUATION EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

AFFAIRE

LE PROCUREUR

c. Jean-Pierre BEMBA GOMBO

Version publique expurgée
Avec Annexes 1 Confidentielle

Demande du Représentant légal de victimes, Maître Zarambaud Assingambi à
participer a la procédure d'appel suite a l'acte d'appel de la Défense du 27
septembre 2011

Origine : Maître Zarambaud Assingambi, Représentant légal de victimes

Document à notifier, conformément à la norme 31 du Règlement de la Cour, aux destinataires suivants :

Le Bureau du Procureur

Mr. Fabricio Guariglia

Le conseil de la Défense

Mr. Nkwebe Liriss

Les représentants légaux des victimes

Mr. Assingambi Zarambaud

Mme Marie-Edith Douzima-Lawson

Les représentants légaux des

demandeurs

Les victimes non représentées

**Les demandeurs non représentés
(participation/réparation)**

**Le Bureau du conseil public pour les
victimes**

**Le Bureau du conseil public pour la
Défense**

Les représentants des États

L'amicus curiae

GREFFE

Le Greffier

Mme Sylvana Arbia

Le greffier adjoint

Mr Didier Prieria

La Section d'appui aux conseils

**L'Unité d'aide aux victimes et aux
témoins**

La Section de la détention

**La Section de la participation des
victimes et des réparations**

Autres

I. PROCEDURE

1. Le 10 juin 2011, l'accusé Jean-Pierre BEMBA GOMBO a déposé une demande de mise en liberté provisoire sous le bénéfice de l'extrême urgence afin de se rendre en République démocratique du Congo pour s'inscrire sur les listes électorales.
2. Le 27 juin 2011, la Chambre de première instance III a rejeté cette demande, ainsi que celles de mise en liberté provisoire en Belgique et *[Expurgée]*.
3. Le 29 juin 2011, l'accusé Jean-Pierre BEMBA a relevé appel,
4. Le 1^{er} juillet 2011, l'accusé BEMBA a déposé le document d'appui à son appel,
5. Le 5 juillet 2011, la Chambre d'Appel a invité les victimes qui souhaitent participer à la procédure d'appel à déposer leurs observations le 7 juillet 2011,
6. Le 7 juillet 2011, le Représentant légal soussigné ainsi que la Représentante légale Maitre Marie-Edith DOUZIMA ont déposé leurs observations pour les victimes qu'ils représentent.
7. Par décision du 14 juillet 2011, la Chambre d'Appel a déclaré recevables les seules observations du Représentant légal soussigné et a rejeté celles de la Représentante légale Maitre Marie-Edith DOUZIMA LAWSON.
8. Le 19 août 2011, la Chambre d'Appel a rejeté les demandes de mise en liberté en République démocratique du Congo et en Belgique, mais elle a demandé à

la Chambre de première instance III de réexaminer la demande de mise en liberté provisoire *[Expurgée]*.

9. Le 24 août 2011, la Défense a déposé une nouvelle "Demande de mise en liberté provisoire de M. Jean-Pierre BEMBA GOMBO afin d'accomplir ses devoirs civiques en République démocratique du Congo".
10. Le 30 août 2011, LA Chambre de première instance III a rendu une décision sommaire publique de rejet de cette demande ; elle a dit et jugé que " la Requête afin de mise en liberté provisoire ne réussit pas à identifier un quelconque changement de circonstances pouvant justifier une modification de la précédente décision de la Chambre relative a la détention de M. BEMBA en vertu de l'article 60(3) du Statut et peut être considérée comme constituant une requête en réexamen de la décision de la Chambre de première instance du 27 juin 2011, décision qui a été largement confirmée par la Chambre d'appel dans son arrêt du 19 aout 2011"
11. La Chambre de première instance III a également dit et jugé que la requête afin de mise en liberté provisoire du 24 aout 2011 ne justifie pas sa confidentialité alléguée et la Chambre a en conséquence invité les parties et les participants a lui faire parvenir les versions publiques de leurs écritures pour lui permettre d'exprimer sa complète opinion dans une décision publique.
12. La Chambre a par ailleurs indiqué que le délai pour relever appel de sa décision résumée conformément à l'article 82(1)(b) du Statut ne peut commencer a courir en vertu de l'article 154(1) du Règlement jusqu'à ce que ladite Chambre ait exprimé sa complète opinion

13. Le 1^{er} septembre 2011, la Défense a néanmoins relevé appel de la décision résumée, sans attendre la décision exprimant la complète opinion de la Chambre.

14. Le 2 septembre 2011, la Chambre de première instance III a publié par document confidentiel l'intégralité de sa décision.

14.bis Le 26 septembre 2011, la Chambre de première instance III a rendu une décision de rejet à la lumière de la Chambre d'Appel du 19 août 2011.

II. DEMANDE EXPRESSE DE PARTICIPATION

15. Aux termes de l'article 68(3) du Statut de Rome,

*“Lorsque les intérêts personnels des victimes sont concernés, la Cour permet que leurs vues et préoccupations soient exposées et examinées, à **des stades de la procédure qu'elle estime appropriée** et d'une manière qui n'est ni préjudiciable ni contraire aux droits de la défense et aux exigences d'un procès équitable et impartial. Ces vues et préoccupations peuvent être exposées par les Représentant légaux des victimes lorsque la Cour l'estime approprié, conformément au Règlement de procédure et de preuve” ;*

16. S'appuyant sur la jurisprudence de la Chambre d'appel en application de l'article 68(3) du Statut susvisé, jurisprudence selon laquelle les victimes doivent demander expressément à participer à la procédure d'appel et joindre à leur demande une déclaration précisant si et dans quelle mesure leurs intérêts personnels sont concernés par l'appel en question et les raisons pour lesquelles la Chambre d'appel devrait leur permettre d'exposer leurs vues et préoccupations,

le Représentant légal des victimes expose ainsi qu'il suit en quoi les intérêts des victimes sont concernés et les raisons pour lesquelles il estime que la Chambre devrait lui permettre d'exposer les vues et préoccupations desdites victimes.

III. DECLARATION A L'APPUI DE LA DEMANDE DE PARTICIPATION

17. Si l'écrasante majorité des victimes ayant le double statut et ayant déjà témoigné devant la Chambre ont demandé et obtenu de le faire a huis-clos partiel et même a huis-clos total pour certaines d'entre elles, c'est parce que ces témoins craignaient, et continuent de craindre pour leur sécurité ;

18. Si l'appelant était mis en liberté, non seulement ce fait même accroîtrait leurs craintes, mais encore ledit appelant devant qui elles ont dévoilé leurs identités et leurs adresses pendant leurs comparutions, pourrait chercher à les retrouver pour les menacer voire pour attenter à leur vie.

19. En tout état de cause, un grand nombre de témoins de l'accusation n'ayant pas la double qualité n'ont pas encore comparu, et eux aussi pourraient être pris de peur et décider de ne pas comparaître si l'appelant était libéré, ce qui concernerait nécessairement et directement les vues et préoccupations des victimes, notamment celles de voir le procès aller jusqu'à son terme avec la participation de tous les témoins cités, qu'ils soient ou non victimes ;

20. De même, les Représentants légaux n'ont pas encore usé de la faculté de faire comparaître des témoins qui peuvent eux aussi se sentir en danger si l'accusé

BEMBA est mis en liberté. Il s'ensuit que le maintien en détention de l'appelant est nécessaire pour satisfaire les préoccupations des victimes, en ce que ce maintien en détention enlèverait audit appelant toute possibilité de faire obstacle à l'enquête ou à la procédure devant la Cour ou d'en compromettre le déroulement (article 58(1)(b)(ii) du Statut) et toute possibilité de menacer ou d'attenter à la vie des victimes et des témoins.

21. Par ailleurs, les risques de fuite de l'accusé au cas où il serait mis en liberté sont très élevés car, ainsi que l'a relevé la Cour, une personne accusée de crimes graves encourt une peine de longue durée et la probabilité qu'elle prenne la fuite est plus élevée.

22. *[Expurgée]*

PAR CES MOTIFS

23. Il est respectueusement sollicité qu'il plaise à la Chambre d'appel bien vouloir autoriser le Représentant des victimes soussigné à participer à la procédure sur l'appel interjeté par l'accusé Jean-Pierre BEMBA, le 27 septembre 2011.



Maître Assingambi Zarambaud

Fait le 4 octobre 2011

À la Haye, Pays-Bas